

LE DÉBUT DU XXI^e SIÈCLE : LE MONDE DE L'INSÉCURITÉ ?

QUESTIONS DE MÉTHODE

Ce sujet autorisait un parallèle avec *Le Monde d'hier*, mémoires de S. Zweig écrites à la fin des années 1930, dans lequel il qualifiait le début du XX^e siècle de « monde de la sécurité ».

Il n'autorisait pas, en dépit de la crise de 2008 sur laquelle le sujet ne portait pas en tant que tel, de dresser un état apocalyptique de la condition contemporaine incomparablement plus sûre que celle de nos ancêtres.

Il convient en effet de relativiser : chaque époque a ses propres insécurités, la nôtre est sans doute l'une des plus sécurisantes, nous vivons plus vieux en meilleure santé dans un monde moins dangereux que celui de nos ancêtres.

De plus, la définition de l'insécurité comprise comme « le manque de sécurité, une situation où l'on se sent menacé, exposé aux dangers », selon le Robert, montre bien qu'il s'agit à la fois d'une réalité objective mais aussi d'un sentiment qui peut l'être nettement moins.

Pourtant, le terme est devenu tellement usité qu'il se décline aujourd'hui sur une large gamme : insécurités humaine (selon le PNUD), collective, civile, sociale...

Ce relativisme comme le champ couvert par le concept devaient par ailleurs permettre de faire le départ entre la situation des hommes des pays développés et ceux des pays en développement, entre celle des milieux favorisés et les autres au sein des premiers.

On trouvera ci-dessous un plan classique avec une partie qui montre les strates historiques des insécurités contemporaines, leur géographie, mais aussi une tendance à leur universalité déclinée en termes de menaces planétaires qui déterminent la recherche de solutions collectives.

DISSERTATION

Introduction

Pour S. Zweig, *Le Monde d'hier*, c'est-à-dire l'Europe mais aussi l'ensemble d'une planète dont une simple carte de visite suffit pour en faire le tour en guise de passeport, est à la veille de 1914 « le monde de la sécurité ».

Cette croyance repose, selon l'auteur, sur la présomption de croire que s'annonce « le meilleur des mondes possibles », « un monde sans famine, sans guerre dans lequel le progrès technique va entraîner une ascension morale tout aussi rapide ».

Il n'en va pas de même en ce début du XXI^e siècle. Robert Castel, *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?*, 2003, écrit que nos sociétés sont traversées par de grandes inquiétudes, et que le sentiment d'insécurité est devenu, depuis quelques années, un sentiment dominant. Il distingue pour sa part l'insécurité civile (liée à la violence sous toutes ses formes) et l'insécurité sociale (être à la merci du moindre aléa de l'existence).

En élargissant la notion d'aléa, A. Dauphiné, *Risques et catastrophes*, 2001 distingue aujourd'hui 32 types de risques qu'il classe en quatre catégories : physique (séisme...), technique (incident nucléaire...), biologique (maladie infectieuse, sida, OGM, épidémie alimentaire), sociopolitique (famine, guerre, terrorisme, criminalité, drogue).

Le Monde, Manières de voir, 2003, face à l'extension d'insécurités qui peuvent être humaines, civiles..., évoque quant à lui des *Obsessions sécuritaires* et des « dérives autoritaires ». Il ressort clairement de sa lecture que le sentiment d'insécurité peut être individuel ou collectif, qu'il combine le danger réel ou imaginé et la perception de sa gravité, que les éléments perçus collectivement comme angoissants peuvent varier d'un pays à l'autre, d'une période à l'autre, et que même certains acteurs politiques, voire des organisations sectaires n'hésitent pas à jouer sur les peurs collectives, voire à les susciter, dans l'optique de s'assurer un pouvoir sur des populations sensibles à ce discours.

Que faut-il penser de ce qui précède ? Pourquoi assiste-t-on à une émergence visible de l'insécurité ou de son sentiment ? Au-delà, y a-t-il une ou de multiples insécurités ? Enfin, dans ce dernier cas sont-elles liées à des milieux sociopolitiques spécifiques ou sont-elles universelles ?

I. Un sentiment d'insécurité réel, amplifié sans doute par une plus grande médiatisation que par le passé, mais qui est aussi l'écho de phénomènes objectifs liés d'origine idéologique et surtout économique

A. Un sentiment d'insécurité réel mais qui tient sans doute plus à une plus grande médiatisation qu'à une insécurité réelle

1. Une montée connexe de l'insécurité et de son sentiment qui tient à une plus grande médiatisation...

A. Dauphiné montre que les études chiffrées accréditent la thèse de la multiplication des risques à l'échelle de la planète : une centaine de catastrophes étaient recensées annuellement dans les années 1960 contre 300 actuellement, soit un triplement en 40 ans.

Pour lui toutefois, la croissance de ces accidents serait très modérée mais amplifiée par une comptabilisation plus précise du fait d'une meilleure comptabilité des risques et d'une plus grande médiatisation.

De même, Christelle Chichignoud, « Territoires et pouvoirs en France » (*Hérodote* n° 130) a montré à propos de la région lyonnaise que le décalage « entre la perception de l'insécurité et ses réalités de terrain s'expliquait en fait par un inégal accès à l'information, reflet de rivalités de pouvoirs entre les différents acteurs. »

2. ... mais qui n'en restent pas moins très mesurables et discernables

Toutes les études d'opinion dans les pays développés montrent une montée de l'insécurité dans les pays développés depuis les années 1970-1980 avec une accélération depuis le 11 septembre 2001.

Les risques diffèrent en fonction des lieux de vie, de l'âge, de la catégorie sociale, du pays... Dans le cas de la France, un sondage TNS Sofres des 23-24 mars 2005 fait ainsi apparaître par ordre décroissant les préoccupations des Français : ce sont le chômage et l'emploi, la santé et la qualité des soins, l'évolution du pouvoir d'achat, les inégalités sociales, le financement des retraites, l'école et la qualité de l'enseignement, l'environnement et le financement de l'assurance maladie, la sécurité des biens et des personnes.

B Une insécurité qui semble la résultante du brouillage des repères collectifs des sociétés et des effets structurels et conjoncturels de la troisième mondialisation

1. Le brouillage des grands repères collectifs a des effets sur les individus comme sur les sociétés

La fin du socialisme réel, comme la désaffection religieuse assez générale, remettent en cause les eschatologies porteuses d'espoir alors même que l'État Providence a été, et continue de l'être, remis en cause dans les États développés.

2. La troisième mondialisation a des effets asymétriques, aussi bien sur les individus que sur les sociétés ou les États

Cf. Laurent Carroué, *Géographie de la mondialisation* ou Jacques Adda, *La mondialisation de l'économie*.

Si la mondialisation profite aux FMN de la Triade, l'Afrique subsaharienne, les pays arabes non producteurs de pétrole, l'Asie centrale et l'Asie du Sud souffrent de la pauvreté, du sous-emploi, de la faiblesse des salaires.

Au sein des États, les inégalités augmentent entre les manieurs de symboles (R. Reich) et tous les autres, des classes moyennes aux exclus.

3. Des effets aggravés par des facteurs conjoncturels

- Montée du terrorisme lié à la frustration des populations de la périphérie ou de la semi-périphérie.
- Dégâts sociaux liés aux évolutions des matières premières ou de l'énergie.
- Crises économiques ou financières aux effets graves : conséquences des thérapies de choc dans les économies en transition, conséquences des crises monétaires en Asie (1997), en Russie (1998), en Amérique latine (Argentine 2000)..., crise des *subprimes* de 2007-2008 qui menace de se transformer en récession à l'échelle de la planète.

II. Une géographie de l'insécurité qui révèle à la fois de profondes inégalités mais aussi l'existence de menaces plus ou moins diffuses à caractère global

A. La géographie de l'insécurité et de la violence

1. L'examen des lieux de violence...

- *A priori*, les régions les plus belligères couvrent un espace qui prend en écharpe les Balkans, le Caucase, descend en Afrique équatoriale (Congo) pour remonter par le Tchad, le Soudan, la Corne de l'Afrique, le Proche-Orient, l'Afghanistan, le nord du sous-continent indien, la Thaïlande, les Philippines...
- Les pays développés ne sont pas exempts eux non plus de lieux violents : Jocelyne Dubois-Maury et Claude Chaline, *Les risques urbains*, Armand Colin 2002, proposent ainsi une typologie des types de zones où l'insécurité est susceptible d'apparaître : les zones en état de dysfonctionnement socioéconomique, les lieux de concentration temporaire de population et de convergence des modes de transport, les transports en commun...

2. ... ne recoupe pas obligatoirement celle de la géographie de la violence à l'échelle du monde

- Selon Population et société de novembre 2003, qui reprend des travaux de l'Institut national d'études démographiques (INED), la Russie (221 morts violentes pour 100 000 habitants) précède l'Ukraine, le Kazakhstan, la Biélorussie..., viennent ensuite la Colombie, le Brésil et la Lettonie qui sont les pays dont les habitants sont

le plus susceptibles (cent fois plus que des pays comme la France ou le Japon) de succomber à une mort violente. Cet article affirme par ailleurs que la modernisation d'un pays entraîne un croisement entre la courbe de la criminalité, décroissante, et celle des suicides, qui tend à augmenter : la France est ainsi au 19^e rang pour les accidents et au 14^e pour les suicides sur un échantillon d'une trentaine de pays...

B. Trois grands risques mondiaux à l'échelle planétaire : les enjeux énergétiques, alimentaires et sanitaires

1. L'insécurité énergétique

Alors que les PDEM ont eu accès aux sources d'énergie à bas prix, ce n'est plus le cas avec une énergie devenue chère pour une grande partie des pays de la planète et ce, alors même que se posent les questions du réchauffement climatique et de l'accès encore problématique aux ressources renouvelables.

2. L'insécurité alimentaire

La progression de la production alimentaire semble devenir difficile pour répondre aujourd'hui aux besoins de 6 milliards d'hommes et peut-être de 9 milliards en 2050. Les difficultés à surmonter sont d'ordre qualitatif et quantitatif alors que 900 millions de personnes sont dans un état de sous-alimentation chronique dont 95 % dans les pays en développement : Inde, Indonésie, Birmanie, Corée du Nord, Nigeria, Pakistan, une grande partie de l'Afrique, l'Équateur et la Bolivie en Amérique latine.

3. L'insécurité sanitaire

À la fin du XX^e siècle, les grandes épidémies (grippes, hépatites) sont de retour alors qu'apparaissent de nouveaux virus (fièvres hémorragiques). Les maladies infectieuses font près de 12 millions de morts chaque année dont la rougeole (1,6 million), le paludisme (1,5 million), la tuberculose (1,7 million). Elles frappent de façon sélective les pays en développement, les pays en transition et les exclus des PDEM... c'est ainsi que « la carte des maladies épouse les arcs de guerre et prospèrent sur les crises économiques, sociales et sanitaires... » selon L. Carroué.

III. La recherche de réponses à l'insécurité est indispensable à la fois à l'échelle locale et à celle de la planète

A. La lutte contre les insécurités (civile et sociale) qui nécessite des réponses appropriées est nécessaire à l'échelle nationale...

1. À l'échelle nationale dans les pays développés comme à celle des pays en développement...

Dans *La France dans la mondialisation*, Anton Brender montre que la violence remet en cause la paix civile et la cohésion sociale. Elle peut miner la richesse des pays riches qui l'acceptent dans la mesure où nos sociétés sont en concurrence avec

d'autres pour la captation des IDE dont les détenteurs sont très attentifs aux questions de gouvernance.

Le même auteur mène un raisonnement identique pour les PED : les guerres, la misère, les maladies développent de la frustration et incitent à l'émigration voire au terrorisme dans les pays nantis.

2. ... la lutte contre les insécurités nécessite des réponses appropriées

Une réponse globale peut être apportée en termes de gouvernance.

Ainsi, selon Robert Castel, l'État ne peut contrôler complètement tout ce qui nous effraie dans notre vie quotidienne et produit une « *demande éperdue de sécurité* ». Si l'État ne peut surveiller tout le monde sans être liberticide, il lui appartient pourtant d'assurer une meilleure protection sociale.

Anton Brender arrive à une conclusion proche : l'État doit se moderniser pour rénover les grands appareils sociaux comme l'éducation, la justice, la santé, la justice, la ville...

Des efforts d'aide au développement restent nécessaires dans le cas des PED.

Dans ce domaine, Hubert Védrine préconise de faire reculer la pauvreté par « de bonnes politiques nationales de développement et de croissance menées en coopération avec les pays riches ».

B. La lutte contre les insécurités devient indispensable à l'échelle planétaire

1. Un monde aux régulations insuffisantes

La liste est interminable dans la mesure où toutes les grandes institutions sont en panne : l'ONU n'assure qu'une sécurité collective imparfaite alors même que le traité de non-prolifération nucléaire est en passe de devenir caduc, le système de Bretton Woods a sombré depuis les années 1970, la légitimité du G8 fait problème, l'OMC est enkysté dans le cycle de Doha, le protocole de Kyoto lui-même rencontre des obstacles de ratification..., et ce, alors même qu'il est devenu indispensable de réguler à la fois la consommation énergétique mondiale, de globaliser les enjeux sanitaires, d'assurer l'accès à l'eau...

2. Les pistes de réformes sont connues mais passent par une refonte totale de l'architecture des institutions internationales

Il importe sans doute comme le recommande Jacques Delors de réorganiser complètement le système international autour de l'ONU en le relégitimant et en le rendant plus efficace par une réforme de l'ONU, du FMI, de l'OMC où les pays en développement auraient toute leur place... Selon Hubert Védrine, il est aussi devenu prioritaire de rendre obligatoire Kyoto et de signer un nouveau traité de non-prolifération des armes de destruction massive.

Si cette liste n'est pas exhaustive, Patrick Artus, *La Globalisation, le pire est à venir*, en souligne, en 2008, l'urgence : « il est absolument décisif qu'une nouvelle coopération internationale se mette en place rapidement. S'il n'y a pas de gestion collective de la spécialisation productive et de ses effets, des ressources rares, de la liquidité

mondiale..., toutes les tendances incontrôlées (comme) la montée des inégalités, les excès d'endettement, les bulles spéculatives, la consommation en croissance très rapide des matières premières..., vont se renforcer partout avec les risques politiques, économiques et sociaux que l'on imagine ».

Conclusion

Au final, le monde du début du XXI^e siècle est-il le monde de l'insécurité comme celui du début XX^e avait été celui de la sécurité ?

Formulé ainsi, sans doute !

Et ce, quand bien même il conviendrait de distinguer l'insécurité que peuvent connaître les hommes des pays riches par rapport à ceux des pays pauvres, des classes supérieures des pays riches par rapport aux exclus.

En effet, si la démonstration de Jean Fourastié dans *La réalité économique sur l'amélioration de la vie des hommes d'aujourd'hui par rapport à ceux des siècles passés* tient toujours, il n'en reste pas moins que si l'insécurité comprise en termes d'instabilité existe bien à l'échelle des individus comme des collectivités. Ainsi, les mouvements telluriques en train de redessiner la carte mondiale et de métamorphoser les rapports de force sont, selon Hubert Védrine, *Continuer l'histoire*, une réalité qui ont pour noms : éloignement de la protection américaine, montée en puissance d'une Chine inquiétante, essoufflement du capitalisme de marché dont nous ressentons les effets avec la survenance d'une crise sans équivalent depuis des décennies.

Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir*, livre, quant à lui, un diagnostic particulièrement pessimiste pour les temps qui viennent : « après la violence de l'argent, viendra — vient déjà — celle des armes ». Selon lui, arrive ainsi le temps de l'insécurité générale qu'il nomme « hyperconflit » et qui sera un temps d'attaques préventives, de guerres de rareté pour le pétrole et l'eau, de guerres de frontières du Moyen-Orient à l'Afrique, de guerres d'influence, de guerres entre pirates et sédentaires.

Il est vrai qu'il termine sur une note plus optimiste en notant que rien n'étant écrit par avance, qu'à l'hyperconflit peut succéder ou se superposer un autre scénario, celui de « l'hyperdémocratie ».

Il est vrai aussi que si le XX^e siècle avait bien commencé pour se poursuivre par l'« Âge des extrêmes », rien n'interdit à un siècle qui paraît commencer plutôt mal de se poursuivre bien.

Il n'en reste pas moins indispensable et urgent pour cela de rénover un système international devenu à ce jour un non-système.

➔ Bibliographie

• Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir*, Livre de Poche, 2008, p. 223-266.

➤ Une futurologie parfois douteuse mais dont certains des éléments sont déjà d'actualité.

- Laurent Carroué, *Géographie de la mondialisation*, Armand Colin, 2002.
 - Lire en particulier « *une explosion insupportable des inégalités territoriales* », p. 42-55.
- Robert Castel, *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?*, La République des idées, Seuil, 2003.
- On trouvera de nombreuses fiches de lecture sur Internet ou dans les revues comme *Alternatives économiques* n° 218, octobre 2003.
- P. Dallenne et A. Nonjon et C. Tellenne (coord.), *De l'internationalisation à la globalisation*, Ellipses, 2007.
 - Lire le chapitre 22.
- André Dauphiné, *Risques et catastrophes*, Armand Colin, 2002.
 - Pour sa remarquable « classification multidimensionnelle des catastrophes ».
- Jean Fourastié, *La réalité économique*, Pluriel, Livre de Poche, 1986.
 - Cet ouvrage écrit en 1978 reste un classique d'économie comme d'humanisme. On peut en lire la conclusion p. 356-370 pour relativiser les inquiétudes contemporaines.
- Hubert Védrine, *Continuer l'histoire*, Fayard, 2007.
 - L'auteur répond p. 55-88 à la question suivante : *Un monde meilleur, comment ?*